



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Regime juridique

Question écrite n° 63521

Texte de la question

M Christian Estrosi attire l'attention de M le garde des sceaux, ministre de la justice, sur les sociétés de quirataires. Il souhaiterait en particulier qu'il lui indique si une telle société, dont l'objet social est « l'exploitation d'un navire de croisière, de nationalité française, acquis en commun par voie de crédit bail » peut être remise en cause juridiquement du seul fait du mode particulier de financement du navire qu'elle exploite.

Texte de la réponse

Reponse. - La réponse à la question posée par l'honorable parlementaire conduit à distinguer entre, d'une part, l'exploitation d'un navire sous le régime de la copropriété maritime, prévue par la loi du 3 janvier 1967 et fréquemment dénommée « société de quirataires », et, d'autre part, l'exploitation qui est assurée par une véritable société, le plus souvent commerciale. Dans le premier cas, et sous réserve de l'appréciation souveraine des cours et tribunaux, le régime de copropriété institué par la loi du 3 janvier 1967 paraît bien exclure une acquisition suivant la formule du crédit-bail. En effet, par application des principes généraux qui régissent l'opération de crédit-bail, le crédit-bailleur resterait propriétaire du navire, l'acquisition ultérieure de celui-ci par le locataire ne constituant qu'une simple éventualité. Dans le second cas, en revanche, aucune disposition n'interdit à une société, jouissant de la personnalité morale, d'acquies au moyen d'une telle opération le navire dont l'exploitation constitue son objet social.

Données clés

Auteur : [M. Estrosi Christian](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63521

Rubrique : Sociétés

Ministère interrogé : justice

Ministère attributaire : justice

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 novembre 1992, page 4970